

Faites-moi lire, SVP!

Nouvelles



PB-PP | BC 1757
BELGIE(N)-BELGIQUE

Courcelles 1
N° d'agrégation : P 202127

Mensuel de l'ASBL « Le Progrès »

(pas de parution en juillet) – Dépôt : 6180 Courcelles
Publication réalisée avec l'aide de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Éditeur responsable : Robert Tangre
Rue Julien Lahaut, 11 – 6020 Dampremy
Tél. : 071 30 39 12
Fax : 071 30 58 30
E-mail : robert.tangre@gmail.com
Banque : BE17 0682 0138 1121

Nouvelles n° 215 – août 2018

Dossier

Retrouver le chemin d'un syndicalisme offensif...

Société

Sur le PS, la sociale démocratie, la crise politique et économique.

International.

Espagne : Pedro Sanchez décidé à retirer les restes de Franco de son mausolée

Exode; Le nombre de réfugiés et déplacés sur la planète bat tous les records

«La réhabilitation des collabos avec le III^{ème} Reich par l'Eglise catholique»

Libres propos

De dangereux migrants ...

Le foot, ad nauseam

Les SDF meurent toute l'année !

Nos amis

Secours Populaire français. Des vacances de riches pour les enfants de pauvres.

Soutenez la Journée des Oubliés des Vacances 2018.

Activité août 2018



Soutenez la JOV!

DOSSIER

RETROUVER LE CHEMIN D'UN SYNDICALISME OFFENSIF...



Nous allons publier paragraphe par paragraphe un long point de vue écrit par Paul Lootens, ancien président de la Centrale générale de la FGTB

« Depuis plus de 30 ans, la crise a bon dos. On nous sert toujours le même discours, les mêmes politiques d'austérité, les mêmes remèdes. On nous demande encore et toujours de faire des efforts car cela ira mieux demain... », écrivait en 2013 mon ami et camarade de la Centrale générale Carlo Briscolini, alors président de la FGTB Charleroi, dans l'excellente brochure Politique et indépendance syndicale. 8 questions en relation avec l'appel du premier mai 2012 de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut.

Effectivement, depuis plus de 30 ans, le monde du travail est sur la défensive. Il se trouve globalement dans un combat continu pour « limiter les dégâts ». De plus en plus de syndicalistes se demandent jusqu'où nous reculerons et quand nous retrouverons le chemin d'une reconquête sociale. Une reconquête qui n'aura pas pour but de restaurer le passé, mais de s'inspirer du passé – tant sur le plan du modèle social que de la stratégie de conquête sociale – pour construire la société sociale et solidaire de demain.

Cette question est aussi bien posée à la FGTB qu'à la CSC. Dans les documents préparatoires au dernier congrès de la CSC, on pouvait lire : « Nous ne devons pas nous attendre à obtenir de nombreuses avancées, ni avec le gouvernement fédéral actuel, ni d'ailleurs par le biais de la concertation interprofessionnelle. Nous risquons bien de nous retrouver pour des années dans une position défensive forcée. Il s'agira pour nous de sauvegarder ce que nous avons aujourd'hui comme possibilités de participation. Nous devons toutefois profiter de cette période pour mettre au point notre nouvelle vision ainsi qu'un plan

d'action permettant d'inverser les relations »[1].

On le cherche toujours, ce plan d'action qui permettra « d'inverser les relations » et de changer le rapport de force au bénéfice des travailleurs. Dès 2012, la FGTB Charleroi a avancé de premières pistes de redéploiement. « Le chômage massif, la précarisation du travail, le morcellement de l'emploi, l'internationalisation du capital et le rôle despotique de l'Union européenne font que les rapports de force dans les entreprises sont de plus en plus défavorables aux travailleurs. Pour y faire face, nous avons évidemment besoin en premier lieu d'un syndicalisme plus combatif et démocratique (qui se donne les moyens d'actions pour changer le rapport de force ; qui ose poser des revendications anticapitalistes) et qui combat radicalement toutes les formes d'exploitation et d'oppression imposées à toutes les catégories de travailleurs et de travailleuses, dans les entreprises et dans la société en général. Mais cela ne suffit pas »[2].

Comme le dit le texte de la CSC, ce n'est pas des gouvernements actuels que nous devons attendre les moindres avancées sociales. À l'image des gouvernements d'Europe, les différents gouvernements belges (fédéraux, régionaux ou communautaires) s'inscrivent dans une politique d'austérité et de développement des inégalités. Ils suivent une politique qui serait la seule « rationnelle ». Il n'y aurait pas d'autres choix à la politique en faveur des plus riches, qui devrait un jour finir par profiter à toutes et à tous selon la doctrine libérale.

Mais que les travailleurs et la population n'aient pas grand-chose à attendre d'un gouvernement ou du monde patronal n'est pas une chose neuve. Il s'agit même bien souvent de la norme dans l'histoire du capitalisme.

La véritable question qui se pose en fait au mouvement syndical (et au monde associatif) est de savoir ce qu'il a à attendre de lui-même. Quels outils doit-il mettre en place pour redevenir un mouvement de conquête ?

Bien entendu, le mouvement syndical n'est pas la seule composante du mouvement social dans toute sa largeur. Mais il peut y jouer un rôle très important. Par leur grandeur et par la position qu'elles occupent dans l'économie, les organisations syndicales peuvent jouer un rôle de levier majeur pour faire tourner l'histoire dans le bon sens. Mais pour cela, un certain nombre d'ingrédients sont nécessaires...

[1] CSC, De vive voix. Congrès fédéral 2015 de la CSC, documents de travail, 25 décembre 2015, p. 7.

[2] FGTB Charleroi, 8 questions en relation avec l'appel du 1er mai 2012 de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut, 2013, p. 24.

INGRÉDIENT N°1 : SORTIR DU CARCAN DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DES DOGMES DU MARCHÉ ET DE L'UNION EUROPÉENNE



La bataille des idées, ça se gagne sur le terrain, par des syndicalistes et leurs organisations qui sortent, avec leurs idées et leurs actions, du cadre étroit des lois du marché et de la pensée unique et qui avancent des revendications offensives. Si le monde patronal a remporté une victoire ces dernières décennies, c'est bien sur le plan idéologique. Il a réussi à mettre une partie du mouvement social sous la tutelle de ses dogmes. Combien de fois n'a-t-on pas entendu : « Oui, c'est vrai que le coût du travail est un problème, il faut y faire quelque chose » ?

De tout temps, le monde patronal – dont les thèses sont reprises en chœur par une large couche du monde politique – a qualifié les propositions du mouvement ouvrier d'irresponsables, d'intenables économiquement. Et heureusement que le monde du travail et le mouvement social en général n'ont pas suivi le réalisme patronal et gouvernemental. Ils ont critiqué ce réalisme, qui est en fait irréaliste pour l'immense majorité de la société car il signifie inégalités, régression sociale et économique. C'est au contraire dans les conditions d'égalité croissante que nos sociétés se sont le mieux portées économiquement et socialement. À l'inverse, ce sont les politiques génératrices d'inégalités qui ont abouti au déclin social et économique. Cela devient tellement flagrant aujourd'hui que des institutions comme le FMI ou l'OCDE sont obligées de reconnaître que les politiques de ces dernières années, qui ont surtout profité aux plus riches, sont nocives pour la croissance économique. L'«effet de ruissellement», qui prétend que ce qui est bon pour les riches devrait avoir des effets positifs pour tous, ne se produit pas. C'est le contraire qui se passe.

Dans le même sens, les politiques de libéralisation et de privatisation de services publics nous conduisent vers des services chers, souvent dangereux (voir les nombreux accidents de train en Angleterre, par exemple), de mauvaise qualité et avec de mauvaises conditions de travail (il suffit de voir comment celles des postiers se sont dégradées).

Il n'y a pas eu de mouvement de conquêtes sociales qui puisse aboutir dans le cadre imposé par les dogmes libéraux. Dès l'avènement du capitalisme, de nombreux militants et théoriciens du mouvement ouvrier – on fête en 2018 le 200e anniversaire de la naissance de Karl Marx – ont fait une critique sans concession du capitalisme et de l'économie de marché. Ils ont démontré combien notre système capitaliste est générateur de crise, d'exploitation et d'inégalités. Ils ont dénoncé notre système qui épuise l'homme et la nature. Ils ont souligné que l'acceptation de la logique capitaliste est suicidaire pour le mouvement social.

C'est cette critique sans concession du capitalisme que le mouvement syndical doit retrouver. Et oser affirmer que le salut pour la grande majorité se trouvera en dehors de la société du tout au profit et du tout au marché. Il se trouvera en dehors des dogmes de la compétitivité. Cela vaut non seulement pour notre approche



de la société, mais aussi pour les conflits locaux. Parfois, certains syndicalistes partagent cette critique générale, mais sont convaincus par le discours de compétitivité assené par leur patron à coup de PowerPoint, de graphiques et d'explications « rationnelles ». Pourtant, même au niveau local ou micro, une restructuration compétitive ne peut sauver durablement une entreprise.

INGRÉDIENT N°2 : LA LOI DE LA RUE PÈSE BEAUCOUP PLUS QUE LA RUE DE LA LOI

L'idée que la lutte paie est essentielle. Les conquêtes

sociales et les concessions acquises par le monde du travail n'ont pas été obtenues en premier lieu par la concertation sociale ou par une majorité parlementaire, mais bien par le rapport de force, par la crainte que représente la mobilisation sociale. Les organismes mêmes de concertation sociale ont été le produit de l'établissement d'un rapport de force.

La force du mouvement syndical se situe dans :

1/ sa grandeur. Les organisations syndicales encadrent un très grand nombre de travailleurs. Plus de 3 000 000 de membres en Belgique !

2/ son organisation. Les organisations syndicales sont présentes dans tout le pays, dans les entreprises... Quoiqu'on en dise, elles font partie des organisations de base les mieux organisées du pays.

3/ la position qu'il occupe dans la chaîne de production. Ce sont les travailleurs qui produisent les biens et les services. Sans eux, la société ne fonctionne plus.

Grandeur, organisation et position stratégique dans la production, voilà où réside la force du mouvement syndical. Chaque fois qu'il a pu mettre en mouvement les trois éléments de cette force, il a pu arracher de nombreuses conquêtes sociales.

Sécurité sociale, suffrage universel, limitation de la journée et de la semaine de travail, congés payés, assurance chômage, pensions, enseignement gratuit... Chacune de ces conquêtes a été avant tout le fruit d'un rapport de force social qui s'est ensuite traduit dans les organismes de concertation sociale ou au Parlement. Pas l'inverse.

Cela vaut non seulement pour les grands combats, mais aussi pour les conflits locaux, les conflits d'entreprise. Le retour d'un syndicalisme offensif passera par la capacité à réorganiser, à petite et à grande échelle, la mobilisation des travailleurs. Cela doit donc se traduire aussi dans le temps et l'énergie consacrés à cette mobilisation : assemblée du personnel, sensibilisation, information, formation, mobilisation pour des cahiers de revendications claires... Il s'agit là d'investissement très précieux, qui place les affiliés, les militants et les délégués au centre de l'activité syndicale. Bien plus que toute réunion interminable loin des travailleurs

INGRÉDIENT N°3 : UN SYNDICALISME DÉMOCRATIQUE ET PARTICIPATIF

Faire primer la loi de la rue implique de développer la participation et la plus large démocratie syndicale. Aujourd'hui, dans certaines entreprises et dans certaines régionales, nos organisations syndicales développent des pratiques exemplaires de participation : des assemblées

JEAN-PIERRE PAGE

(Avec)
CHARLES HOAREAU
PHILIPPE CORDAT
JEAN CLAUDE WYAN

CAMARADES JE DEMANDE LA PAROLE !



interprofessionnelles régulières pendant lesquelles les délégués sont encouragés à intervenir, des congrès avec discussions, participation et vote, des informations régulières et assemblées du personnel dans les entreprises ou institutions...

Dans d'autres endroits, la situation est beaucoup moins enthousiasmante : démocratie « par applaudissements », absence d'assemblées interprofessionnelles des militants, d'élection des permanents ou d'assemblées du personnel, faiblesse des consultations, manœuvres pour faire atterrir un mouvement sans clarifier clairement les enjeux... Dans certains endroits, les délégués n'osent ni intervenir, ni venir avec de nouvelles idées. Dans certains endroits, dans certaines luttes, la consultation des affiliés est parfois vue comme un aveu de faiblesse, alors qu'elle devrait être vue comme une force. On ne peut pas gagner tous les combats. Parfois, les rapports de force ne le permettent pas. Mais cela devrait être le choix et la décision de l'organisation sur la base de débats, d'enjeux clairs, de consultations et de sensibilisations larges.

INGRÉDIENT N°4 : UN PROGRAMME DE CONQUÊTES SOCIALES QUI RÉPONDENT AU RÉALISME DES TRAVAILLEURS ET QUI SONT PORTEUSES D'UN NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ...

Le mouvement ouvrier s'est construit autour d'un projet de société et de revendications offensives de conquête sociale en rupture avec la logique de l'économie de marché : le suffrage universel, l'arrêt du travail des enfants, la journée des 8 heures, les congés payés, la sécurité sociale, les libertés fondamentales, les droits des femmes... En aucun cas, il ne s'est construit autour d'un projet de « moindre régression sociale ». Et ces conquêtes sociales n'ont jamais été le fruit spontané d'une bonne conjoncture économique, mais bien d'un combat déterminé du mouvement ouvrier. Par exemple, la première semaine de congés payés a été obtenue en 1936, alors que la crise économique n'était pas terminée, mais à la suite d'une des plus grandes grèves générales connues dans notre pays. Les travailleurs américains ont lancé en 1886 - le 1er mai - un grand mouvement pour la journée des 8 heures. Auraient-ils pu enthousiasmer des dizaines de milliers de travailleurs en les mobilisant pour des revendications de moindre régression ? Les revendications de conquête sociale ont été de tous temps la source de hauts cris poussés

par le camp patronal ou gouvernemental qui, à chaque fois, s'inquiétait de la « position concurrentielle des entreprises ». « Arrêter le travail des enfants ? Vous n'y pensez pas ! Nos entreprises risqueraient de ne plus être concurrentielles avec l'étranger. » « Des congés payés ? Mais c'est impayable et, en plus, cela va rendre les ouvriers oisifs ! » Etc. Les réactions patronales et politiques actuelles contre les propositions de réduction collective du temps de travail en sont une nouvelle illustration. Heureusement, les travailleurs ne se sont pas laissés déstabiliser par ces cris. Ils ont maintenu le cap.

Mais aujourd'hui, quelles sont les grandes revendications structurelles porteuses de changement de société ? Il est plus qu'urgent de les définir et de ne plus les lâcher « Jusqu'à la victoire ! », aurait dit Che Guevara.

Ces revendications ne sont pas juste un catalogue de bonnes intentions, mais des combats concrets et des combats qui sont porteurs d'un nouveau projet de société où l'être humain, la nature, les grands moyens de production... sont gérés démocratiquement par la société et ne sont pas des outils aux mains d'une petite minorité avec pour seul but de faire du profit



INGRÉDIENTS N°5: UN SYNDICALISME «LARGE»

Un syndicalisme « large », qu'est-ce que ça veut dire ? Un syndicalisme qui s'inscrit dans le combat pour le progrès social, le progrès démocratique, le progrès écologique et la paix. Un mouvement syndical qui sort du corporatisme étroit. Cela implique plusieurs éléments.

Défendre le caractère interprofessionnel du syndicalisme. Une des forces du syndicalisme belge, par comparaison avec le mouvement syndical dans d'autres pays, est son caractère interprofessionnel. La grève du 15 décembre 2014 était assez exceptionnelle en Europe. Dans très peu d'endroits du monde, on peut voir un mouvement syndical capable de paralyser autant un pays.

Parfois, des tendances corporatistes ou l'expression « nous devons garder des cartouches pour notre secteur » sont « courtermistes » et sous-estiment la force des acquis obtenus grâce à la mobilisation interprofessionnelle. Même les secteurs « forts » peuvent tirer parti de la mobilisation de l'ensemble du monde du travail. Il en va a fortiori de même pour les secteurs « faibles » ou peu organisés. La mobilisation interprofessionnelle est aussi un frein au développement des inégalités au sein même du monde du travail. Le monde patronal voudrait pouvoir différencier beaucoup plus encore les augmentations des salaires entre secteurs productifs et moins productifs. Il sait bien que plus les écarts sont grands au sein même du monde du travail, plus la solidarité dans l'ensemble du monde du travail est difficile à établir.

Défendre un syndicalisme qui unit travailleurs du Nord et du Sud du pays. Pratiquement toute

l'histoire victorieuse du mouvement ouvrier de notre pays s'est écrite dans toutes les langues du pays. La grève de 1936 ou celle de 1960-61 ont démarré à Anvers. La première chez les dockers et la deuxième chez les fonctionnaires. D'autres ont démarré au Sud du pays... Jamais le mouvement syndical n'a été homogène, mais jamais il n'a pu obtenir de grande victoire dans la division communautaire.

Défendre le front commun syndical. En Belgique, le mouvement syndical est divisé principalement en deux grands syndicats. Si on s'engage dans la lutte avec la moitié du monde du travail en moins, cela rend le combat syndical beaucoup plus compliqué. Par tous les moyens, le syndicalisme offensif cherche à développer le front commun syndical, à unir, à rassembler. Il évite les guéguerres secondaires.

Défendre un syndicalisme ouvert et uni aux autres couches de la société. Dans les combats syndicaux, le syndicalisme offensif cherche à unifier, à concentrer ses flèches contre la toute petite minorité qui écrase cette société. Il n'attise pas des contradictions inutiles avec les usagers des services publics, avec des petits propriétaires, avec les automobilistes...

Défendre un syndicalisme qui s'engage dans les grands combats de société : solidarité internationale, lutte contre le racisme et la discrimination, lutte pour un environnement sain, lutte pour la paix... Un ensemble de combats qui ne s'arrêtent pas aux frontières du syndicat. Un ensemble de combats qui, au contraire, permettent d'unir toujours un peu plus le monde du travail et les couches autour du monde du travail. Le changement social de fond pourra se produire si le monde du travail arrive à se rassembler largement et à rassembler autour de lui.



INGRÉDIENT N°6 : UN MOUVEMENT SYNDICAL QUI REVOIT SA RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES

Le mouvement syndical en Belgique entretient des liens privilégiés avec certains partis, en particulier le CD&V, le PS et le SPA. Suite aux trahisons successives de ces partis au cours de leurs différentes participations gouvernementales, certains en viennent à réclamer des syndicats indépendants de tout parti politique ou de toute politique de parti. Mais cette solution est un leurre car le mouvement syndical a besoin d'un prolongement politique, a besoin de débats politiques et a besoin de voir les aspirations des travailleurs se traduire politiquement. Néanmoins, le mouvement syndical a besoin d'une relation renouvelée avec les partis politiques. Comme le dit la FGTB Charleroi : « Nous



organisons des mobilisations contre l'austérité et, systématiquement, la stratégie de l'aiguillon nous amène à sacrifier nos revendications pour ne pas mettre en danger la politique du PS et d'Écolo, au nom du "moindre mal". On en arrive à un point tel aujourd'hui que certains responsables syndicaux, au nom de ce "moindre mal", ne veulent même plus organiser la lutte contre l'austérité. (...)

La première chose à faire, c'est de rompre les liens privilégiés avec le PS. C'est ce que la FGTB de Charleroi & Sud-Hainaut a fait depuis quelques années. Il ne s'agit pas de dénoncer le PS comme un ennemi, ou de le calomnier, mais de comprendre que les liens privilégiés de la FGTB avec le PS, dans le cadre de l'Action commune socialiste, nous empêchent de sortir de la stratégie de l'aiguillon qui nous enfonce dans l'impasse. En même temps, il faut donc se prononcer pour une stratégie politique alternative car le syndicalisme pur, sans relais politique, n'est pas une solution »[3].

Le mouvement syndical a besoin de retrouver un débat politique large et un véritable pluralisme politique. Il a besoin de juger ses liens à la lumière des politiques qui portent au mieux les aspirations du monde du travail en paroles et en actes.

Un syndicalisme offensif, ce sont des organisations syndicales riches de nombreux syndicalistes qui ont choisi politiquement de sortir du cadre étroit du

capitalisme et qui osent porter un autre choix de société, des syndicalistes qui portent et popularisent les projets politiques crédibles qui remettent en cause l'austérité et les dogmes de la compétitivité.

Pour ne pas conclure...

Bien entendu, ces ingrédients ne sont pas les ingrédients uniques et magiques d'un plat divin. Ils n'ont aucune vocation à devenir de nouveaux dogmes. Ils ont simplement pour but d'ouvrir le débat plus largement que ce que le combat quotidien et immédiat nous impose parfois. Ces ingrédients se veulent être une base de discussion et d'inspiration pour l'action. Rendez-vous dans la lutte pour les vérifier.

Paul Lootens, ancien président de la Centrale générale de la FGTB

[3] FGTB Charleroi, 8 questions en relation avec l'appel du 1er mai 2012 de la FGTB Charleroi-Sud Hainaut, 2013, p. 25.

SOCIÉTÉ

SUR LE PS, LA SOCIALE DÉMOCRATIE, LA CRISE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE.

Si l'on veut faire un parallèle entre les périodes précédentes de la longue histoire de la sociale démocratie depuis sa création, fin XIXème, il faut noter cet élément historico-économique : « La tendance « naturelle » des lois de l'échange A-M-A' (Argent-Marchandise-Argent plus) est la suraccumulation-dévalorisation du capital. »

Les progrès eux-mêmes de la production créent les conditions de l'aggravation permanente de la crise de suraccumulation-dévalorisation du capital.

Et dans ces progrès, il y a l'introduction des techniques de la révolution scientifique et technique qui s'est accélérée depuis la Libération, les 30 glorieuses et depuis les années 1970 celle de la numérisation mondialisée de la production et de l'échange, qui porte à son paroxysme cette suraccumulation dévalorisation du capital de notre XXI ème siècle.

Ce n'est pas par simple méchanceté que le capital tente dans sa crise de drainer les capitaux par tous les moyens vers les grands groupes internationaux



dominant la politique mondiale et les Etats, c'est parce qu'il en a besoin pour renflouer une baisse tendancielle du taux de profit découlant de l'accroissement exponentiel du capital constant* qui dans la compétition capitaliste ne lui laisse plus les marges sociales et financières dans laquelle agissait la sociale démocratie.

Le rétrécissement de ces marges et leur quasi-disparition qui constitue la politique d'austérité sans cesse aggravée et ses conséquences sur la consommation et par contre coup sur la production, sa quantité et sa qualité en rapport avec les possibilités nouvelles immenses de production qui en est alors handicapée, contient l'étouffement et la disparition de la sociale démocratie sous la forme sociale-démocrate « traditionnelle » au profit d'un social libéralisme assumé par tout l'arc les partis, des libéraux aux fascistes.

Mais dans tout cela le pire c'est l'absence de réponse économique centrale des formations se réclamant de l'opposition au libéralisme ultra lequel a réussi, dans le mouvement de l'échange et de la vie quotidienne à imposer une mentalité populaire adhérent massivement au mouvement A-M-A' de l'échange et de la société globale qu'il imbibe comme une éponge.

C'est la raison d'une exigence encore minoritaire, mais

existante par et dans la ComEco par exemple, à un « retour » impératif aux fondamentaux que représente « Das Kapital » de Karl Marx et la poursuite de son étude dans les conditions du capitalisme mondialisé-numérisé écrasant les strates précédentes d'organisation de la production-échange-travail salarié des périodes nationales de compromis et de lutte de classe syndicale et politique.

Cette poursuite d'une étude du capital pour une action transformatrice, comprendre et transformer, se manifeste dans la critique des théories unilatérales de la suraccumulation-dévalorisation du capital, dans la promotion d'un objectif de sécurisation de l'emploi et de la formation, par une révolution de la création monétaire, des banques locales et centrales, du crédit, du système financier* fait pour le drainage actuel des capitaux et l'usage actuel des capitaux de moins en moins lié aux besoins de développement humain.

Crise économique et de civilisation, crise philosophique de la société humaine et suraccumulation-dévalorisation liée au système d'échange et de production A-M-A' du capital, sont intimement liées.

Pierre Assante

POST SCRIPTUM.

En Italie, le PCI* de longue date avait pas mal vidangé l'électorat PSI* par une politique de large rassemblement sans abandonner fondamentalement ses objectifs de transformation sociale avec cependant un faible développement historique de ses bases économiques théoriques.

Incapable, pour diverses raisons non toutes conscientes ni volontaires, de marcher sur une corde raide nécessaire à toute avancée et invention sans tomber d'un côté ou d'un autre, il a fini par se social démocratiser à l'occasion de la disparition d'Enrico Berlinguer*.

En s'auto dissolvant et en cédant aux ambitions politiques personnelles, pour rassembler une partie des Communistes et une partie des Démocrates chrétiens, il a conservé une base électorale, mais est allé de la sociale démocratisation au libéralisme pur et simple. Au point de laisser la direction du parti, le PD final, à un social libéralisme d'une démocratie chrétienne dominante, enfoncée dans la crise politique et économique, incapable par essence d'y répondre par des solutions viables.

La sociale démocratisation ne peut aboutir qu'à l'ultralibéralisme dans une situation de crise de



l'exhumation des restes du dictateur, qui seraient remis à sa famille, et la transformation du mausolée de la «valle de los Caidos» (vallée de ceux qui sont tombés) en «mémorial des victimes du fascisme».

«L'Espagne ne peut pas se permettre des symboles qui divisent les Espagnols», a poursuivi le chef du gouvernement, estimant que ce qui serait unimaginable en Allemagne et en Italie, «qui ont aussi connu des dictatures fascistes» devait l'être aussi en Espagne. L'objectif est de convertir le mausolée «en lieu de réconciliation (...) et non d'apologie de la dictature», a souligné de son côté Oscar Puente, porte-parole du Parti socialiste (PSOE). Vainqueur d'une sanglante guerre civile (1936-1939), Francisco Franco a été chef de l'État espagnol de 1939 à 1975.

UN MONUMENT AUX MULTIPLES SYMBOLES. La «Valle de los Caidos» est un complexe monumental commémorant la guerre civile qu'il avait imaginé et fait construire, à 50 km à l'est de Madrid et où il est inhumé. Au nom d'une prétendue «réconciliation» nationale, Franco y avait par ailleurs transféré les restes de plus de 33.000 victimes - nationalistes et républicaines - de la guerre civile. Généralement sans même en avertir les familles et alors qu'entre 1941 et 1959, ce complexe fut en partie construit par des prisonniers républicains, contraints au travail forcé et parfois morts sur le chantier.

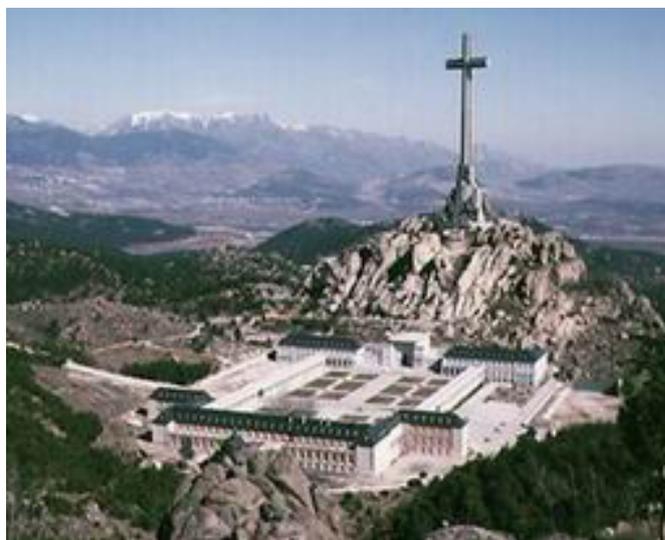
suraccumulation-dévalorisation du capital à son paroxysme historique. Le retour à la critique marxiste de l'économie politique ou la désertification de la politique et ses conséquences sont les deux seules alternatives : progrès humain ou régression.

INTERNATIONAL

ESPAGNE : PEDRO SANCHEZ DÉCIDÉ À RETIRER LES RESTES DE FRANCO DE SON MAUSOLÉE

Le Premier ministre espagnol a annoncé qu'il allait retirer les restes du dictateur Francisco Franco du mausolée qu'il avait fait construire près de Madrid pour en faire un «mémorial des victimes du fascisme». Le nouveau gouvernement socialiste espagnol est décidé à retirer les restes du dictateur Francisco Franco de son mausolée près de Madrid pour en faire un lieu de «réconciliation» dans un pays où le débat reste entier sur le travail de mémoire.

TRANSFORMER LE MAUSOLÉE EN «MÉMORIAL DES VICTIMES DU FASCISME». «Nous n'avons pas encore la date, mais le gouvernement va le faire», a assuré le Premier ministre socialiste Pedro Sanchez dans sa première interview télévisée depuis sa prise de fonction le 2 juin. Il a rappelé que le parlement avait déjà demandé dans une résolution en 2017



DÉJÀ UNE PROPOSITION EN CE SENS PAR SANCHEZ. En décembre dernier, le PSOE - alors dans l'opposition - avait déjà déposé une proposition de loi prévoyant le déplacement des restes de Franco mais aussi de ceux de Primo de Rivera. Il était aussi question dans ce texte de la création d'une «commission de la vérité» ou de l'annulation des décisions de justice prises durant la dictature pour des raisons politiques. Sanchez avait présenté cette proposition dans

un lieu symbolique près de Valence où plus de 2.000 républicains auraient été fusillés. «Si on ignore un passé inconfortable, on ne peut pas construire un futur confortable», avait-il alors dit.

UN TRAVAIL DE MÉMOIRE ENCORE À FAIRE. Quarante-trois ans après la mort du dictateur, les plaies sont loin d'être refermées et la question du travail de mémoire divise toujours en Espagne. Dans *The Spanish Holocaust*, l'historien britannique Paul Preston évalue à 200.000 les morts au combat, et avance le même chiffre pour les assassinats et les exécutions, dont 150.000 victimes des franquistes.

Extrait de Europe 1 – France

EXODE. LE NOMBRE DE RÉFUGIÉS ET DÉPLACÉS SUR LA PLANÈTE BAT TOUS LES RECORDS

Selon le rapport annuel du HCR, publié à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés ce 20 juin, il n'y a jamais eu autant de personnes chassées de leur foyer depuis la Seconde Guerre mondiale. Ils sont 68,5 millions, dont la moitié sont des enfants. Alarmant.

C'est du jamais-vu depuis la Seconde Guerre mondiale ! À la fin de l'année 2017, la planète comptait 68,5 millions d'habitants, dont la moitié d'enfants ayant fui leur domicile, le plus souvent à cause d'un conflit. Cela représente à peu près l'équivalent de la population de la France. Si l'ensemble de ces déracinés constituait une nation, celle-ci atteindrait le 20^{ème} rang mondial, derrière l'Allemagne. C'est la donnée principale du rapport annuel du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), intitulé «Tendances mondiales», publié à l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés organisée ce 20 juin.

C'est la cinquième fois consécutive que le record du nombre de réfugiés et de personnes déplacées est battu. En 2014, la barre symbolique des 50 millions avait été franchie. À l'époque, le patron du HCR, Antonio Guterres, avait déploré «le coût énorme qui découle de l'incapacité à mettre un terme aux guerres et de l'échec à résoudre ou à prévenir les conflits». Quatre ans plus tard, le même constat s'impose. La hausse spectaculaire du nombre de réfugiés en 2017 (plus de 3 millions de personnes) par rapport à une année 2016 plutôt stable (300 000 en plus par rapport à 2015) est principalement due aux crises en République démocratique du Congo, à la guerre au Soudan du Sud et en Syrie et à la fuite de centaines de milliers de réfugiés rohingyas vers le Bangladesh.

68% DES RÉFUGIÉS VIENNENT DE CINQ PAYS SEULEMENT

Dans le détail, la population des 68,5 millions de déracinés se compose de 40 millions de déplacés internes, de 25,4 millions de réfugiés et de 3 millions de demandeurs d'asile. Les réfugiés sont des personnes qui se trouvent hors du pays dont elles ont la nationalité parce qu'elles craignent d'être persécutées. Un cinquième de ces réfugiés (5,4 millions) sont des Palestiniens qui relèvent de la compétence de l'Unrwa. Les autres proviennent pour une grande majorité (68 %) de cinq pays seulement : Syrie (6,3 millions), Afghanistan (2,6 millions), Soudan du Sud (2,4 millions), Birmanie (1,2 million) et Somalie (986 000). L'année prochaine, le Venezuela devrait intégrer ce classement puisque, selon les prévisions du HCR, 1,8 million de Vénézuéliens (5 % de la population totale) auront fui leur pays en 2018.

Le rapport dénonce «l'idée reçue selon laquelle les personnes déracinées à travers le monde se trouveraient principalement dans des pays de l'hémisphère Nord alors que les statistiques montrent que 85 % des réfugiés vivent dans des pays en développement». La Turquie reste le pays qui accueille le plus de réfugiés (3,5 millions), devant le Pakistan (1,4 million), l'Ouganda (1,4 million), le Liban (1 million), l'Iran (978 000), l'Allemagne (970 000), le Bangladesh (932 000) et le Soudan (900 000) ... Le Liban est le pays qui héberge le plus grand nombre de réfugiés au regard de sa population nationale.

Les déplacés internes (les personnes réfugiées à l'intérieur de leur propre pays) sont 40 millions. Un chiffre qui a légèrement baissé. La Syrie reste le pays avec le plus grand nombre de déplacés internes, suivie par la Colombie, la République démocratique du Congo (hausse de 2 millions pour atteindre 4,4 millions de déplacés) et l'Afghanistan. Plus de 600 000 déplacés internes (des Rohingyas) ont été enregistrés en moins de cent jours l'année dernière en Birmanie. «L'arrêt des conflits dans l'un de ces pays pourrait largement transformer la situation mondiale des déplacements», affirme le HCR.

Les 3 millions restants sont des demandeurs d'asile en attente d'une réponse sur leur situation. Ils ont augmenté de 300 000 en 2017. Au total, 1,7 million de demandes d'asile ont été déposées l'année dernière. Les pays qui ont été les plus sollicités sont : les États-Unis (330 000), l'Allemagne (198 000), l'Italie (126 000) et la Turquie (126 000). Des chiffres dérisoires par rapport aux 68,5 millions de déracinés et par rapport à la taille de la population des États européens qui agitent la menace d'une «invasion migratoire».



Journée mondiale du migrant et du réfugié

LE NOMBRE DE GUERRES CIVILES A DOUBLÉ DEPUIS 2001

«La persistance des guerres et des conflits demeure la principale cause» de l'explosion du nombre de déracinés, constate le rapport. Selon une enquête de la Croix-Rouge publiée le 18 juin, le nombre de guerres civiles a doublé depuis 2001, passant de 30 à plus de 70. L'émergence de groupes armés non étatiques, comme Daech au Moyen-Orient, a transformé la donne. «Seul un tiers des conflits en cours aujourd'hui n'impliquent que deux parties», précise ce document, qui évoque la présence de 1 000 groupes armés actifs en Syrie en 2014.

«Nous nous trouvons à un moment décisif où la réponse appropriée aux déplacements forcés à

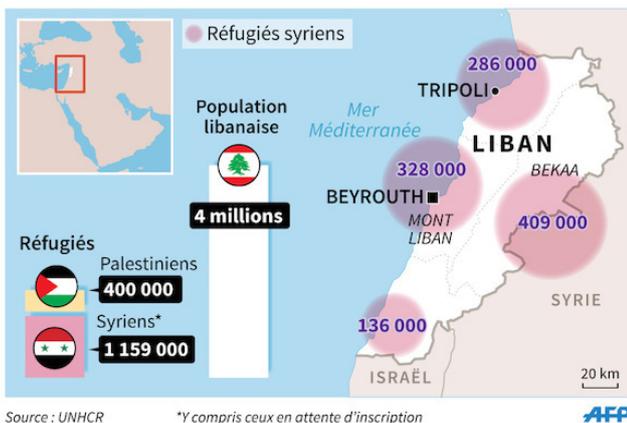
a déclaré l'actuel haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. «Je m'adresse aux États membres pour leur demander d'appuyer ce mouvement», a-t-il ajouté. La communauté internationale a rendez-vous les 10 et 11 décembre, au Maroc, pour ratifier un Pacte mondial sur les réfugiés en cours de négociation. «Il est urgent de mieux accueillir les réfugiés et d'équilibrer leur répartition», résume Chloé Maurel, spécialiste de l'ONU, dans une tribune publiée sur le site l'Humanité.fr. Mais le président américain, Donald Trump, a déjà dit qu'il ne signera pas.

ÉTATS-UNIS : DES ENFANTS SÉPARÉS DE LEURS PARENTS

La politique de «tolérance zéro» de l'administration Trump a maintenant un visage, 2 342 visages. Ceux des enfants de migrants clandestins qui, entre le 5 mai et le 9 juin, ont été séparés de leurs parents après être parvenus aux États-Unis depuis le Mexique. Une vidéo montre des enfants assis dans des cages, sur un sol en béton. «Nous faisons ce qu'il convient de faire. Nous prenons soin de ces enfants, ils ne sont pas soumis à des abus», a osé justifier l'attorney general Jeff Sessions, lundi soir, sur la chaîne de télévision Fox. Ce tri a suscité un tollé. L'Organisation des Nations unies a exigé: «L'unité des familles doit être préservée.» L'administration Trump utilise une disposition de l'«Immigration and Naturalization Act», en vigueur sous Obama mais rarement appliqué, qui permet de poursuivre au pénal les migrants pour «entrée illégale» sur le territoire des États-Unis. Or, si un adulte est placé en détention, ses enfants lui sont retirés.

Crise humanitaire au Liban

Les réfugiés représentent plus du tiers de la population totale



travers le monde exige une approche nouvelle et plus globale afin que les pays et les communautés ne soient plus laissés seuls face à ces situations»,

Damien Roustel, extrait de L'humanité

«LA RÉHABILITATION DES COLLABOS AVEC LE III ÈME REICH PAR L'ÉGLISE CATHOLIQUE»

«La Croatie a rejoint la France en finale de la coupe du monde, s'il convient de ne pas mettre en cause les joueurs pour la politique de leur gouvernement, c'est l'occasion de s'intéresser à ce pays dont on parle peu en comparaison à la Hongrie et à la Pologne alors que la situation n'y est pas moins préoccupante.

Le 12 mai dernier, un immense rassemblement a été organisé par l'Église croate à Bleiburg en Autriche. Si vous ne savez pas situer sur une carte cette ville du sud de l'Autriche c'est plutôt rassurant et pour cause, ce pèlerinage n'a rien à voir avec ceux de Lourdes ou de Saint-Jacques-Compostelle. Il s'agit d'une cérémonie annuelle rendant hommage aux oustachis (forces pro-nazies croates ayant coorganisé le génocide des Juifs et des Tsiganes). Ayant fui en Autriche après l'effondrement du régime croate pro-nazi, ils se sont rendus aux Britanniques stationnés à Bleiburg. Les Anglais décidèrent de les livrer aux partisans communistes de Tito qui les ont exécutés dans les semaines qui ont suivi la fin officielle des combats. Cette commémoration a lieu depuis les années 1950 mais elle a fortement gagné en popularité depuis l'arrivée au pouvoir en 2016 du parti HDZ (Union démocratique croate) qui soutient cette coterie et dont Zlatko Hasanbegovic qui a occupé le poste de ministre de la Culture entre janvier et octobre 2016 était un habitué. C'est devenu le plus grand rassemblement de néo-nazis d'Europe. Vous y verrez autant si pas plus de croix gammées et autres symboles nazis que de croix latines.

Au cœur de l'Europe, des évêques catholiques et des politiques se prosternent devant les « victimes innocentes » de l'armée des oustachis



en passant volontairement sous silence leur participation au génocide des Juifs et des Roms

ainsi que les massacres des Serbes orthodoxes qui refusaient de se convertir au catholicisme.



La Croatie est le premier pays à avoir mis en place la « Solution finale ». Ils l'ont fait dans un camp, celui de Jasenovac, le seul qui n'a pas été géré par les nazis.

Pendant plus de quarante ans, les autorités yougoslaves ont mis une chape de plomb sur le génocide et les massacres perpétrés par les oustachis afin de ne pas mettre en péril l'unité de la Fédération yougoslave. La Croatie a visiblement encore du mal à gérer son passé»

Jonathan Delathouwer

Il serait aussi bon de rappeler la sortie de la Croatie de ce beau pays qu'était la Yougoslavie. Cette rupture reçut l'appui de l'Allemagne et de l'église catholique ?

LIBRES PROPOS

DE DANGEREUX MIGRANTS...

La famille Shawr, un couple avec deux enfants fuyant le Kurdistan en guerre était à la recherche d'une vie meilleure en tentant de se rendre en Angleterre via la Grande-Synthe (Dunkerque) en France où les migrants sont évacués de force tous les huit mois environ. La famille Shawri avait déjà tenté une première fois de se rendre à la Grande-Synthe en traversant notre pays mais elle avait été renvoyée en Allemagne selon les accords de Dublin

Le 15 mai, pour rejoindre la France, la famille en question traverse notre pays dans une camionnette avec à bord trente autres migrants. A hauteur de Namur, sur l'autoroute

Nouvelles

E 42 s'engage une folle poursuite policière qui se poursuivra jusque Maisières (Mons) et là survient le drame : un policier fait feu sur la camionnette et tue la petite Mawda Shawri âgée de deux ans.

L'enquête sur les circonstances de la tragédie est en cours. La petite mourra dans l'ambulance sans sa maman. En effet, les parents sont menottés et mis au cachot. Ils apprendront la mort de leur fillette le lendemain... Mais notre Charles Michel national s'empresse dès le surlendemain de présenter ses condoléances et à recevoir la famille Shawri et surtout figurer sur la photo qui sera à la une de tous les journaux. Dans ce domaine, ~~notre premier ministre est fortiche, dès qu'une~~ chose se passe en Belgique, il est présent sur la photo (c'est de la communication). Mais soyons de bon compte tout en recevant la famille Shawri. Il leur accorde généreusement l'asile humanitaire. La générosité du gouvernement s'arrêtera là...

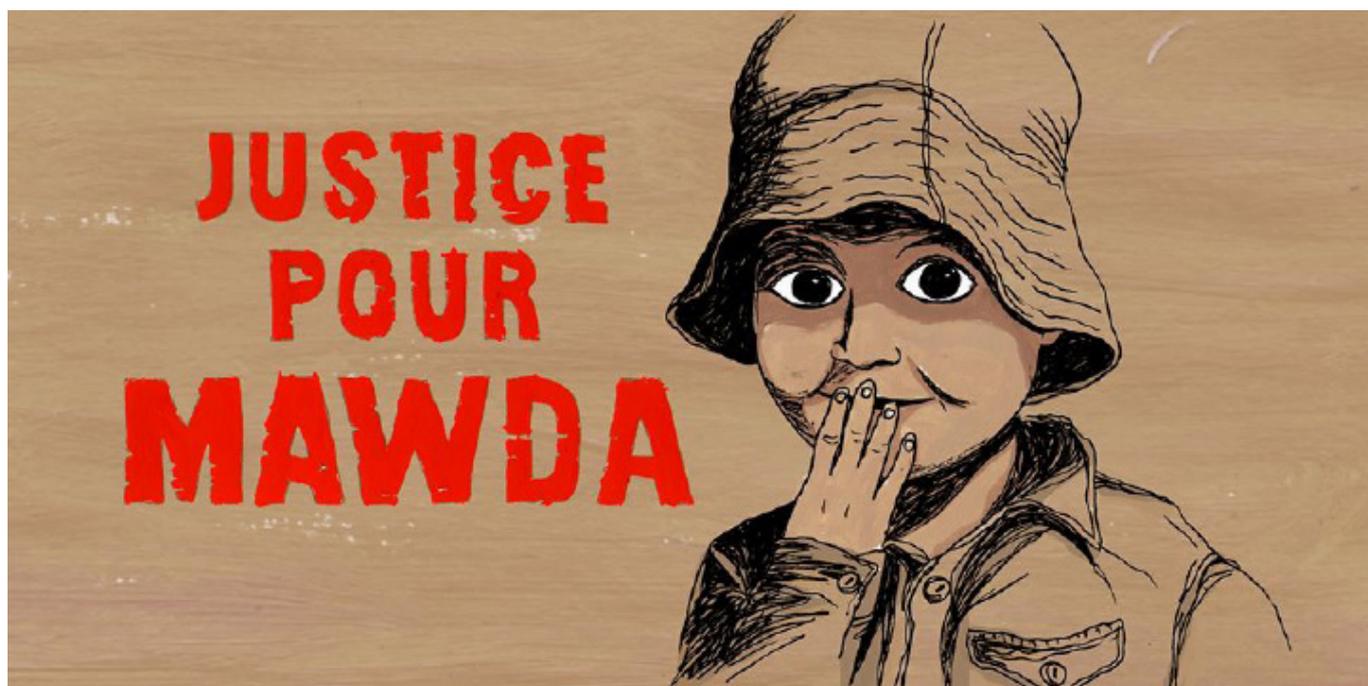
La Plate-Forme Citoyenne de Soutien aux Réfugiés prend en charge la famille Shawri, leur fournit le logement, les repas, les cigarettes, les frais de justice et même les funérailles qui ont eu lieu le 29 mai, funérailles suivies par 1 500 personnes tandis que les pouvoirs publics regardaient ailleurs...

Le 25 mai, Bart de Wever, le premier ministre de l'ombre, déclare que les parents sont les véritables responsables de la mort tragique de la petite Mawda. Fuir son pays en guerre serait quelque chose d'insensé. Seuls les Belges peuvent se le permettre... On n'aurait pas le droit d'envisager une vie meilleure ? Certes non car de ces étrangers, on ne veut rien savoir, ni sur leurs sentiments, ni sur leurs espoirs, du pays d'où ils proviennent encore moins...

Le premier ministre recadre Bart de Wever, président du plus puissant parti politique de ce gouvernement. Charles Michel a, jusqu'à présent, après deux ans de mandat, passé le plus clair de son temps à recadrer principalement la N-VA. Selon le Vif/l'Express il aurait recadré plus de vingt fois les membres de son gouvernement... Si bien que le piètre encadreur devient l'ennemi du bon peintre...

Mardi 29 mai, les 11 recteurs des institutions universitaires francophones et néerlandophones de Belgique ont adressé une lettre au Premier ministre Charles Michel dans laquelle ils disaient appuyer la demande de régularisation définitive de la famille de Mawda. Cette régularisation permettrait à la famille de la fillette, tuée par une balle de la police, «de suivre la procédure judiciaire et de se recueillir sur sa tombe», écrivaient-ils notamment en exprimant par ailleurs leur préoccupation «devant le climat actuel à l'égard des migrants qui conduit à une dégradation progressive du respect dû aux personnes et de la protection des plus vulnérables dans nos sociétés».

la lettre a fait réagir, jeudi matin, Theo Francken, secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, sur Twitter, celui-ci y menaçant les recteurs d'un «retour de boomerang, tant sur le fond que publiquement». Ce tweet polémique faisait suite, lui-même, à deux autres messages, postés également jeudi matin et dans lesquels le Secrétaire d'Etat s'interrogeait entre autres sur le respect de l'esprit académique de la part de recteurs «ne connaissant pas les détails du dossier». Des recteurs qui signent une lettre collective à propos d'un dossier dont ils ne connaissent pas les détails et pour lequel l'enquête est encore en cours, n'est-ce pas contraire à l'esprit académique lui-même ?



Dites, M.Franken que signifie votre propos : «Un retour de boomerang» ? » Quoi qu'il en soit, cela fleure bon la menace... Aurons-nous droit à un énième recadrage ?

Freddy Guidé

LE FOOT, AD NAUSEAM

AUTEUR, ENTRE AUTRES, DE « JE HAIS LE FOOT » (LORMONT, AU BORD DE L'EAU, 2015), CLAUDE JAVEAU NE COMMUNIE PAS À LA « GRAND-MESSE » DU BALLON ROND QU'EST LA COUPE DU MONDE. IL DÉNONCE TOUS LES EXCÈS QU'ELLE ENTRAÎNE. MAIS IL TIENT AUSSI À FAIRE LA DISTINCTION ENTRE L'ÉVÉNEMENT PLANÉTAIRE, RÉSOLUMENT COMMERCIAL ET AUX RELENTS NATIONALISTES, ET LE SPORT EN LUI-MÊME.

Dans un pays pas très grand, membre fondateur de l'Europe des marchés en 1957, sévit pour la seconde fois en moins d'un lustre une étrange maladie aux relents nationalistes. Il y a pourtant belle lurette que ce pays n'est plus à vrai dire une nation, au sens que Renan donnait à ce terme. Ces relents, il les doit à une idole toute ronde, pas très grosse, un ballon de foot. Courant après lui sur du gazon frais, un nombre restreint de joueurs composant l'équipe dite nationale, sont censés remporter un assez vilain trophée en participant à la Coupe du monde, laquelle se tient cette année dans un pays connu pour son respect des normes démocratiques, la Russie. Et cela, pas de manière gracieuse, cela va sans dire.

DRAPEAUX, MASQUES, ÉCHARPES

Regardons-y d'un peu plus près. L'équipe dite

nationale est constituée au sein du rassemblement de 23 personnes, dont une seule « évolue », comme on dit, dans un club établi sur le sol belge, en l'occurrence Anderlecht. Tous les autres joueurs sont mercenaires dans diverses contrées qui vont de la Chine aux Etats-Unis, en passant par la France et l'Allemagne. Le sélectionneur qui les a élus, appelé aussi « national », est de nationalité catalane et ne parle aucune des deux principales langues dites encore nationales. Ses déclarations publiques se font en anglais. Ce brave homme ne fait du reste que suivre un mouvement général d'anglicisation, dont même feu l'Orchestre dit « national » de Belgique n'a pas été immunisé, devenant ainsi le Belgian National Orchestra.

Depuis quelque temps déjà, les trompettes de l'enrégimentation du peuple sont embouchées. Tous les citoyens sont sommés de « se proclamer Belgium » et de suivre soit in situ, soit sur les étranges lucarnes les exploits de nos vaillants mercenaires censés être belges (pour certains, c'est plutôt depuis peu). Drapeaux, masques, écharpes, gadgets divers aux couleurs « nationales » sont ainsi mis en vente comme en 2014. De curieux sauvages barbouillés de tricolore envahissent les petits écrans, sur lesquels les vicissitudes liées au moindre bobo que leurs héros ont chopé font l'objet de commentaires dignes des plus sérieuses crises politiques internationales.

« FOOT-BIZNESS »

Tant à la télé qu'à la radio et dans des journaux même dits « sérieux », la Coupe du monde est commentée, ses héros loués ou vilipendés, les sommes dépensées étalées sans vergogne. Les « Diables rouges » sont très plantureusement rémunérés, ceux qui veillent sur leurs carrières aussi. Le foot est un business, et malheur à celui qui s'en plaint : il méprise le peuple, celui qui ne s'intéresse pas qu'à la beauté du jeu et aux joies qu'il engendre, quitte à le parer des oripeaux



d'une Nation réinventée pour la circonstance.

On aura beau répéter sur tous les tons que le foot, comme pas mal d'autres sports, n'est que magouilles, dopage, marché d'esclaves (richissimes, mais esclaves quand même), corruption, etc., rien n'y fera. La masse populaire suivra tous ceux qui font du foot un des plus grands scandales planétaires, encouragés par des intellectuels au demeurant parfois estimables, mais obnubilés par la pacotille sentimentale nécessairement associée aux dérisoires sagas du ballon rond. Ainsi préparait-on jadis les peuples à la guerre. On les prépare aujourd'hui à une lobotomie volontaire, comme la servitude du même nom.

Qu'on m'entende bien : c'est le foot que je voue aux gémonies, pas le football, jeu agréable tant à pratiquer qu'à regarder, mais malheureusement gangrené jusqu'à l'os, même aux petits niveaux où l'on n'ose plus désormais parler d'« amateurisme ».

Claude Javeau, Professeur

émérite de l'ULB Extrait du Soir

A PROPOS DE LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL DE 2018



FIFA WORLD CUP RUSSIA 2018

Je suis loin d'être un fan de Vladimir Poutine mais de là à dire que le mondial se déroulera sous le régime sulfureux de Vladimir Poutine, il y a un pas que je ne franchirai point. Dire que la Russie est un

hôte peu fréquentable soit mais ce n'est pas une première. Que d'aucuns comme Boris Johnson, Ministre britannique des affaires étrangères, n'hésitent pas à comparer la coupe du monde de football 2018 aux Jeux Olympiques de 1936 à Berlin et qui avait servi la propagande de Hitler, il faut oser la comparaison et c'est avoir la mémoire courte !

En 1978, la coupe du monde se déroulait en Argentine sous le régime dictatorial du Général Videla, qui était arrivé au pouvoir en 1976 suite à un putsch pour renverser Isabel Peron. Ce catholique forcené menait une « sale guerre » pour débarrasser le pays de toute contestation possible. Il n'hésitait pas à larguer des centaines de subversifs de gauche en bas d'un avion en pleine mer. Pendant les matchs au stade de Buenos aires, à quelques centaines de mètres dans les caves de l'école supérieure de mécanique de la marine, on assassinait et torturait des opposants de gauche. Tout ça avec l'appui des Etats-Unis. C'est le sanguinaire Général Videla qui remit la coupe du monde à l'équipe nationale d'Argentine qui venait de l'emporter face au Pérou. Si le régime de Poutine est sulfureux, que dire du régime argentin de l'époque ? L'Occident a fermé les yeux et on a joyeusement joué au foot pendant que des hommes étaient torturés et mis à mort. On n'a pas noirci des pages pour dénoncer un régime autrement plus sulfureux...

Freddy Guidé.

LES SDF MEURENT TOUTE L'ANNÉE

Quand la température descend considérablement (les journalistes découvrant ce fait étonnant, il fait froid l'hiver !) comme en ce moment, il est d'usage, chaque année, de s'apitoyer avec un rien

Quand la température descend considérablement (les journalistes découvrant ce fait étonnant, il fait froid l'hiver !) comme en ce moment, il est d'usage, chaque année, de s'apitoyer avec un rien d'hypocrisie et force mièvrerie sur le sort des SDF.

Et rien ne change. Cet apitoiement n'a rien de sympathique, il écœure.

Cela ne date pas d'hier, en lisant le sympathique livre de Jean-Paul Clébert, « Paris insolite » (dans la collection « Points » aux éditions du Seuil), où il raconte sa vie à « la cloche de bois », l'auteur donne aussi un témoignage qui s'oppose aux images d'Epinal, il le dit bien, quand on dort à la « belle étoile » on dort mal, et le matin, et si on ne se lave pas c'est aussi parce que l'on a tout le temps froid.

Tout comme le livre de Patrick Deckerck, « les

Nouvelles

nafragés » (dans la collection « Terre humaine » de Jean Malaurie), le livre de Clébert tente de lutter contre les préjugés et partis pris angéliques concernant les sans-abris. La pauvreté voir l'extrême pauvreté ne rend pas meilleur, hélas.

Les journalistes, les politiques, et le reste de population réagissent comme s'il n'y avait pas de « sans abris » dehors les autres saisons, et qu'il n'y avait pas de morts parmi eux le reste de l'année alors qu'il y a peut-être plus de décès dans cette catégorie de la population l'été.

Paradoxalement, et ironiquement, on constate qu'à Paris dans les quartiers les plus « boboisés », les rues « branchées », les SDF sont superbement ignorés, ils gênent plutôt qu'autre chose dans le décor, quand on les voit sur les bouches de métro, sous les portes cochères, et voire même sur le pas de porte d'associations dites caritatives qui ne sont pas fichues, elles non plus, d'ouvrir leurs bureaux le soir alors qu'il y a urgence. En plus, certains ne disent même pas « merci » avec déférence quand on leur laisse une petite pièce, car même les bourgeois bohèmes ont parfois mauvaise conscience !

Un SDF avec qui je discutais en attendant le bus à Evreux me raconta son histoire et sa visite dans les services sociaux du département

censés l'aider à se reloger alors que cela fait sept ans qu'il est à la rue. Les dames chargées de l'accueil lui dirent qu'il ne fallait pas qu'il se montre trop impatient, car il y avait 3500 dossiers avant le sien. Comme il manifestait justement son agacement, celles-ci lui lancèrent que « déjà elles l'écoutaient, qu'il ne faudrait quand même pas qu'il exagère » ce « gros gâté »

Une autre hypocrisie majeure est de laisser croire qu'il n'y a en somme que dans les grandes villes qu'il y a des SDF et des « mal-logés », donc surtout à Paris, et que l'on n'en voit pas en province, ou dans les petites villes rurales que leurs habitants voient encore telles qu'elles étaient au XIX^{ème} siècle quand il existait encore en ruralité un véritable lien communautaire.

Alors que le problème se pose partout de la même manière. Beaucoup préfèrent se reposer sur l'image qu'ils se font de l'endroit où ils habitent, où l'on serait plus solidaire, plus humain alors qu'il n'en est rien, et que ce serait même de pire en pire du fait de l'afflux de « rurbains » qui ne veulent surtout pas entendre parler ni de précarité, ni de mal-logement, ni de pauvreté, dans leur pavillon acheté à crédit.

On a d'ailleurs des pauvres la même idée que l'on en avait au XIX^{ème} siècle, ce sont des



« fainéants », des « voleurs de poules » ...

Il faut dire que la pauvreté fait peur, car la plupart des Français savent fort bien que dans notre société consumériste, la pauvreté peut toucher tout le monde sans exception et ce du jour au lendemain.

Cela n'empêche pas la course à l'abîme que représente l'achat à crédit des objets réputés indispensables pour vivre en 2012, crédit pouvant très vite mener au surendettement. Peu importe, tels les lemmings qui vont se jeter du haut de falaises gigantesques une fois l'an sans que l'on ne sache trop pourquoi, c'est simplement l'instinct grégaire qui les pousse à cela, les consommateurs continuent à s'endetter et risquer de se retrouver à la rue et jusqu'à la fin ils le feront...

Amaury Watremez

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS. DES VACANCES DE RICHES POUR LES ENFANTS DE PAUVRES

Top départ hier des séjours à l'étranger du SPF. Mame, 12 ans, part rejoindre une famille néerlandaise qui l'accueille depuis quatre ans.

Cheveux relevés en chignon sur le haut de la tête, blouson en jean, pantalon moulant, baskets et sac à dos, Mame affiche un visage un peu fatigué. Elle n'a pas beaucoup dormi. Trop impatiente de prendre le train pour Amsterdam, où elle va rejoindre pour la quatrième année consécutive sa famille d'accueil. Peur aussi de rater le rendez-vous fixé à 8 heures à la gare du Nord pour les 66 enfants de 6 à 17 ans qui, venus de toute la France, vont embarquer dans le Thalys et passer trois semaines aux Pays-Bas.

Pour la préadolescente, qui a rempli elle-même sa grosse valise à roulettes de tenues légères, l'appréhension des premières années a laissé la place à l'excitation des retrouvailles. Sa mère, venue l'accompagner avec son grand frère, est plutôt sereine : « C'est une belle expérience qui leur permet de grandir, de voir autre chose et de faire des activités que je ne peux pas faire avec eux... Mes deux grands garçons sont partis plusieurs fois et du coup je n'ai pas hésité une seconde avant d'envoyer Mame en toute confiance dès qu'elle a eu 6 ans. Je sais que les familles sont soigneusement choisies par le Secours populaire et que là-bas ils sont en parfaite sécurité. Pas comme à la maison où, l'été quand je dois aller travailler et les laisser seuls, tout peut arriver! »

DEUX CLOWNS TRANSFORMENT EN ÉCLATS DE RIRE LES PLEURS DES MÔMES

Sous le charme d'Amsterdam, où « il y a moins de voitures et plus de vélos qu'à Paris, où les parcs sont immenses et tout est très propre », Mame a hâte de retourner faire de l'accrobranche avec les enfants et petits-enfants de sa « marraine » néerlandaise et aussi d'aller avec eux dans un centre aquatique où l'attendent des « toboggans géants ».

« Anna, la dame qui m'accueille, parle un peu français, mais avec les autres personnes de la famille, on communique par gestes ou on parle en anglais », précise la collégienne, qui va attaquer sa rentrée en 5e avec une bonne longueur d'avance sur ses camarades dans la langue de Shakespeare. Mais avec le Secours populaire Français (SPF), le voyage, c'est déjà les vacances ! Point de ralliement des enfants, des bénévoles qui les accompagnent et de leurs parents, un calicot à l'effigie du



mouvement a été installé dans le hall de la gare du Nord. Pour que les enfants en transit ne s'impatientent pas, Thalys a tout prévu : Barnabé et son complice leur fabriquent des ballons en forme de fleurs rigolotes ! Avec leurs grosses lunettes et leur bouée autour de la taille, les deux clowns remportent un grand succès après des petits comme des plus grands, qui apprécient leurs acrobaties. Belges tous les deux, ils ont pour mission d'accompagner les enfants durant tout le voyage pour transformer en éclats de rire les pleurs des plus jeunes, un peu désorientés à l'idée de quitter pour la première fois le giron familial. C'est la deuxième année que Thalys met à disposition des volontaires pour que l'embarquement des enfants soit le plus fluide possible. « Nous avons rencontré les équipes du Secours populaire et nous avons décidé de nous associer à eux en offrant une centaine de places aller-retour pour les enfants et leurs accompagnateurs, dans deux wagons spécialement réservés pour eux, où un spectacle leur sera proposé ainsi que des en-cas et le repas à bord... » explique Armal Weber, la responsable des partenariats chez Thalys, qui va embarquer avec le groupe. Ils sont en effet plus d'une quinzaine de convoyeurs, dont une grande partie de bénévoles du Secours populaire, comme Daniel Codazzi, parti le matin même à l'aube de Dijon avec trois enfants de 8 à 11 ans, qu'il accompagne jusqu'à Rotterdam avant de prendre ensuite le train dans l'autre sens pour rentrer chez lui... Sacrée journée pour ce retraité, dont l'engagement est sans faille depuis plusieurs décennies. Également sur le quai, en gilets violets, des membres de l'ONG Europa Kinderhulp, le partenaire néerlandais du Secours populaire, qui sont descendus chercher les enfants à Paris. « J'héberge moi-même une adolescente de 14 ans, que nous avons tenu à réinviter car cela s'est très bien passé l'an dernier. Cette année, une autre enfant de 10 ans vivra aussi avec nous, à deux ce sera plus facile pour elles », raconte Aafke Van Suylekom, jeune retraitée néerlandaise dans un français parfait, acquiescente à Paris où elle a été jeune fille au pair durant sa jeunesse...

JULIEN LAPRÊTRE : « C'EST TOUJOURS AVEC LE MÊME PLAISIR QUE J'ASSISTE AU DÉPART EN VACANCES DE CES GOSSSES »

Ces échanges interculturels réjouissent profondément Julien Lauprêtre, qui ne raterait pour rien au monde le départ d'un groupe : « C'est toujours avec le même plaisir que j'assiste au départ

en vacances de ces gosses », assure le président du Secours populaire, rappelant qu'un enfant sur trois et un adulte sur deux sont privés de vacances dans notre pays. « En plus d'offrir des vacances de riches à des enfants de pauvres, de favoriser l'autonomie, la socialisation et les valeurs de partage entre les enfants, nous formons des futurs citoyens européens, c'est un de nos objectifs que de tisser ces liens qui favoriseront la solidarité en Europe, à l'heure où elle fait cruellement défaut. » Déjà le pari semble en bonne voie de réussite puisque Mame nous confie que, plus tard, elle se voit bien vivre aux Pays-Bas. Pour Maelana, 7 ans, qui part pour la deuxième fois dans la même famille, le lien avec les Pays-Bas est fort puisque sa mère est elle-même partie dans ce pays



avec le Secours populaire quand elle était adolescente. « J'ai tellement adoré cette expérience que j'ai souhaité que ma fille ait la même chance que moi », confie celle-ci.

Des liens forts se tissent parfois avec les familles d'accueil : l'hiver dernier, Mame a été invitée à passer deux semaines dans sa famille néerlandaise... « En plus, jamais ils n'oublient mon anniversaire, ce sont toujours les premiers à m'appeler », glisse-t-elle fièrement. Et si la vraie richesse tenait à ces relations humaines ?

Eugénie Barbezat

SOUTENEZ LA JOURNÉE DES OUBLIÉS DES VACANCES 2018.

Le 23 août prochain, le Secours Populaire Wallonie-Bruxelles, organisera sa traditionnelle « Journée des Oubliés des Vacances » à Chevetogne.

Nouvelles



Un enfant sur trois ne part pas en vacances ! Cette journée est conçue comme un moment de détente offert à tous les enfants dont les familles sont en difficulté. Outre le transport, le SPWB offre le déplacement en autocar, le repas, les friandises, des boissons et les visites ... le tout pour une participation minimale des enfants de 5 €. L'aide des pouvoirs publics diminue année après année et nous nous demandons si cette année, nous pourrions encore bénéficier d'un soutien de leur part pour boucler notre budget que nous évaluons à 12 000 euros.

Depuis de nombreuses années, parfois, beaucoup d'amies et amis nous soutiennent et nous les en remercions.

A votre tour, vous pouvez nous aider en versant votre contribution sur le compte BE22 001-3511080-47 du SPWB avec la mention « Soutien JOV 2018 ».

N'hésitez pas, en outre à diffuser largement cette initiative .

Le visage radieux des enfants qui participeront à cette belle journée sera le merci qu'ils vous adresseront.

Grand merci pour votre collaboration.

Les militants bénévoles du SPWB

AGENDA:

Août 2018

INAUGURATION ET VERNISSAGE:

Dans le cadre des activités organisées à Dampremy pour le 1150^{ème} anniversaire

de la ville, nous avons le plaisir de vous inviter à l'inauguration de la rue Julien Lahaut ainsi qu'au vernissage de l'exposition « Une Maison du Peuple communiste », l'une des premières de la région.

LE 13 AOÛT 2018

19H00: inauguration de la rue

19H30: vernissage de l'exposition

PERMANENCES: du 14/08/18 au 21/08/18 entre 10h et 15h ou sur rendez-vous

Gratuit/ accessible aux fauteuils

TEL: 071/30.39.12

ADRESSE: 11 rue Julien Lahaut, 6020 Dampremy



868 - 2018 : 1150 ANS D'HISTOIRE
Dampremy
2018 : Une année de festivités à Dampremy





Inauguration

de la rue Julien Lahaut

Vernissage

de l'exposition

«Une Maison du Peuple Communiste»

le 13 août 2018

Inauguration: 19h00

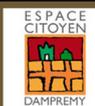
Vernissage : 19h30

11 rue Julien Lahaut
6020 Dampremy

Permanences: Du 14/07 au 21/08, du lundi au vendredi

Entre 10 et 15h ou sur rendez-vous

071/30.39.12



Une activité organisée par
Le Progrès a.s.b.l
En collaboration avec le
CID de Dampremy
et le soutien de
la Fédération Wallonie-Bruxelles